

L'acte du 23 août 1944 en Roumanie

Nicolae Sfetcu

14.04.2022

Sfetcu, Nicolae, « L'acte du 23 août 1944 en Roumanie », Telework (14 avril 2022), DOI: 10.13140/RG.2.2.29048.93443, URL = <https://www.telework.ro/fr/lacte-du-23-aout-1944-en-roumanie/>

Email: nicolae@sfetcu.com



Cet essai est sous licence Creative Commons Attribution-NoDerivatives 4.0 International. Pour voir une copie de cette licence, veuillez visiter <http://creativecommons.org/licenses/by-nd/4.0/>.

Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, les services secrets roumains ont collecté des informations sur l'emplacement des unités allemandes dans le pays. Le roi Mihai I et le général Constantin Sănătescu ont eu accès à ces informations en collaborant avec des membres de l'état-major général. Mais les officiers d'active stationnés au front soutenaient toujours les unités allemandes. Les officiers du groupe complotiste pour le retour des armes contre l'Allemagne (le général Constantin Sănătescu à la Cour, les militaires de Bucarest et ceux de la région de Ploiești) multiplient les unités roumaines présentes dans la capitale, afin de faire face aux Allemands (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 368). Une mission alliée clandestine a été parachutée à Bucarest et secrètement hébergée par le général Constantin Sănătescu (Dennis Deletant 2016, 33).

Suite au succès de l'offensive allemande sur l'alignement Iasi-Chisinau, le groupe complotiste décide d'accélérer les préparatifs en semant la panique dans l'état-major général pour éloigner le plus de généraux possible d'Antonescu (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 38). Le 20 août, le roi Mihai Ier et le groupe de soldats du complot fixent la date de l'action au 26 août (D. Deletant 2006, 240). Si Ion Antonescu refusait de négocier avec les Alliés, il sera démis et un nouveau gouvernement de membres de l'opposition serait formé, exigeant un armistice des Alliés et agissant dans le sens du retrait des Allemands de Roumanie.

Dans la nuit du 21 août, des membres de l'opposition (Iuliu Maniu, Constantin IC Brătianu, Titel Petrescu et Lucrețiu Pătrășcanu) se sont secrètement mis d'accord pour le 26 août, puis ils se sont « cachés » (D. Deletant 2006, 240). Le haut commandement allié au Caire devait être contacté, demandant un soutien à l'action en bombardant simultanément des unités allemandes dans le nord de la capitale (au nord de l'aéroport de Baneasa) et des centres ferroviaires à la frontière avec la Hongrie et la Yougoslavie. Apprenant que le maréchal Antonescu avait l'intention de retourner au front le 24 août, le Roi fut contraint de reporter la date au 23 août (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 177) (Hitchins 1994, 499).

Dans la soirée du 22 août, Mihai Antonescu propose au maréchal de demander un armistice aux Alliés, mais il refuse (D. Deletant 2006, 241). Cependant, Mihai Antonescu envoya l'attaché Neagu Djuvara à Stockholm pour informer l'ambassadeur roumain, Frédéric Nanu, que le gouvernement acceptait la proposition d'armistice soviétique, mais le message n'atteignit la capitale suédoise que le 24 août (Ceașescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 29). Il sert également de médiateur à une rencontre entre le Roi et le Maréchal sans le consentement d'Ion Antonescu,

pour 15h00. Gheorghe I. Brătianu envoie à Ion Antonescu la proposition d'une audience avec le souverain (Dennis Deletant 1999, 47).

Le 23 août, après avoir promis aux chefs de l'opposition Iuliu Maniu et Dinu Brătianu qu'il demanderait un armistice aux Alliés (Erickson 2015, 362), Ion Antonescu a envisagé la possibilité de retirer les forces roumaines du sud de la Moldavie sur la ligne fortifiée des Carpates Focșani-Danube pour continuer le combat là-bas (Nagy-Talavera 1970, 336). A midi, suite à des informations sur la situation militaire préoccupante, le Maréchal décide de regagner le front le soir même. Mihai Antonescu, avec l'épouse du Maréchal (D. Deletant 2006, 241), a tenté de le persuader de se rendre à l'invitation du souverain avant de partir (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 178). Le maréchal Antonescu a accepté, mais seulement à la condition que Iuliu Maniu et Dinu Brătianu soutiennent l'armistice avec les Alliés (Constantinescu-Iasi 1968, 47) tandis qu'il résisterait dans le sud de la Moldavie et informerait les Allemands de l'armistice, et quitterait Bucarest pour se déplacer vers l'Occident avec l'aide des Allemands en cas d'échec (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 177). Gheorghe Brătianu ne trouve ni Maniu ni son oncle pour confirmer l'accord avec les demandes du Maréchal. Cette situation irrita le Maréchal qui décida de reporter la discussion avec le Roi (D. Deletant 2006, 241). Le 23 août 1944, Ion Antonescu ordonna de demander une audience au Roi, à 16 heures, et Mihai Antonescu obtint une audience séparée à 15h30. (Dennis Deletant 1999).

Mihai Antonescu se rend seul à l'audience établie avec le Roi (D. Deletant 2006, 241). Le général Constantin Sănătescu appelle le Maréchal pour le persuader de venir aussi. Ion Antonescu accepte finalement de se rendre au palais royal (Nagy-Talavera 1970, 337) bien qu'il y ait de nombreux différends entre lui et le Roi (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 178). Il arrive au palais à 16h00 et explique au Roi la situation militaire et ses plans. Mihai Ier lui demande d'accepter un armistice et de renoncer à toute résistance afin de convaincre les alliés de la bonne volonté de la Roumanie. Le Maréchal refuse catégoriquement (Hitchins 1994, 499) (Erickson 2015, 362) (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 178) (D. Deletant 2006, 242) (Nagy-Talavera 1970, 337), affirmant qu'il conclura l'armistice uniquement avec le consentement d'Hitler, justifié par « la parole d'officier donnée à Adolf Hitler » (Sănătescu 2006). Le Roi le destitua (D. Deletant 2006, 242) et ordonna l'arrestation du maréchal et vice-premier ministre Mihai Antonescu (Constantinescu-Iasi 1968, 48), par le colonel Emilian Ionescu avec un groupe de quatre soldats,

ceux-ci étant enfermés dans une chambre du palais vers 17h00 (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179).

Dans une interview avec Stelian Tănase, Mihai I a déclaré que, sur la base de la décision de quitter la guerre le 26 août, « j'ai envoyé un télégramme très détaillé au commandant suprême anglais qui était en Italie, et en bref j'ai dit ceci : en vue de certains événements dans notre pays, je lui ai demandé d'envoyer l'aviation américaine, de bombarder certains points clés autour de Bucarest et je leur ai donné les directions exactes. » (Europa Liberă 2021) La date a ensuite été changée au 23 août. Lors de la rencontre avec Antonescu, « je lui ai dit, plus déguisé, que ce serait l'homme qui devrait faire ça. D'accord, il a protesté, bien sûr, Mihai Antonescu a aussi essayé de dire quelque chose pour le calmer un peu, que la situation est trop grave pour son orgueil, Sănătescu qui avait été un de ses collègues avec la cavalerie, il a essayé aussi. Puis Antonescu s'est un peu agité et a dit : « Moi, sans la permission d'Hitler, je ne peux pas faire une telle chose ! » » Après l'arrestation d'Antonescu, « j'ai également appelé le général Mihai, qui a été expulsé de l'armée par Antonescu, et je l'ai nommé chef d'état-major général, puis immédiatement, dans l'après-midi même. Et après cela est venu Aldea et je l'ai envoyé à commander les troupes qui vont en Transylvanie. » (Europa Liberă 2021) Il convient de mentionner que Sorin Aparaschivei dit que Traian Borcescu (chef de la section de contre-espionnage du SSI) a confirmé que Ion Antonescu aurait eu l'approbation d'Adolf Hitler pour discuter avec les Anglo-Américains de la possibilité de quitter la guerre, mais contre les Soviétiques¹. (Aparaschivei 2021)

Par la suite, à la demande du Roi, d'autres partisans du Maréchal furent arrêtés, convoqués au palais royal sous prétexte d'un conseil extraordinaire (Constantinescu-Iasi 1968, 48) ; parmi eux, le général Constantin Pantazi, ministre de la Défense, le général Dumitru Popescu, ministre de l'Intérieur, le général Constantin Vasiliu, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur et le colonel Mircea Elefterescu, chef de la police de Bucarest. (Dennis Deletant 1999), à l'exception d'Eugen Cristescu, le chef des services secrets roumains, qui semble s'être douté que quelque chose n'allait pas. Eugen Cristescu a également été arrêté quelques jours plus tard. La Constitution de 1923 est rétablie (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179). Le nouveau gouvernement dirigé par le général Sănătescu comprenait tous les officiers et politiciens affiliés au Bloc national

¹ www.CNSAS.ro. (Conseil national pour l'étude des archives de sécurité), dossier P 000218 (groupe Pătrășcanu), vol. 4 p. 245

(Hitchins 1994, 500). Maniu et Pătrășcanu devaient établir les ministres du nouveau gouvernement, jusqu'au 23 août (Porter 2005, 104).

Dans la soirée, le quartier général allemand de Bucarest est isolé en coupant les lignes téléphoniques, et les militaires occupent les points stratégiques de la capitale (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179). Après avoir informé Cristescu d'un éventuel coup d'État, l'ambassadeur d'Allemagne en Roumanie, von Killinger, se rend au palais à 20 heures, où il est conseillé par Mihai I et le Premier ministre Sanatescu « de retirer les troupes allemandes du pays pour les empêcher d'être attaquées par l'armée roumaine » (Axworthy, Scafeș, et Crăciunoiu 1995, 179). Vers 21h00, un groupe de communistes d'Emil Bodnăraș prend Ion et Mihai Antonescu et les emmène, avec les autres détenus (Constantinescu-Iasi 1968, 48), dans une maison de complot où ils ont ensuite été extradés vers l'URSS le 31 août après les troupes entrent à Bucarest.

A 22h00, Mihai I fait une déclaration radio enregistrée sur disque, dans laquelle il annonce la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne, l'acceptation d'un armistice avec les Alliés (Erickson 2015, 362) (Sănătescu 2006) (à signer le 12 septembre) et sa décision de reconquérir le nord de la Transylvanie. Sănătescu a ordonné aux représentants roumains au Caire d'accepter les conditions d'armistice imposées par les Alliés en avril (Hitchins 1994, 500). Vers 23 heures, le général Gheorghe Mihail, le nouveau chef de l'état-major général roumain, ordonne aux unités militaires roumaines d'expulser les forces allemandes du pays et de les empêcher de se concentrer dans les Carpates (Ceaușescu, Constantiniu, et Ionescu 1985, 38) (Constantinescu-Iasi 1968, 49). Bientôt, le Roi se réfugie dans les montagnes pour éviter d'être capturé si les Allemands parviennent à s'emparer de Bucarest (Dennis Deletant 1999, 51).

L'ancien ambassadeur Manfred Freiherr von Killinger s'est réfugié à Săftica, près de Bucarest. Le lendemain du coup d'État, il reçoit la visite du colonel roumain Eugen Cristescu et du général Constantin Tobescu, qui proposent le retrait sans combat de l'armée allemande de Roumanie, commandée par Johannes Frießner. Von Killinger refuse et les Roumains l'arrêtent. Apprenant que l'URSS voulait reprendre tous les prisonniers allemands, Manfred von Killinger se suicida le 2 septembre 1944 (Erickson 2015, 363).

Dans la déclaration des militaires qui ont contribué à la planification et à l'exécution de l'acte du 23 août 1944, intitulée "Contributions anonymes à l'acte du 23 août 1944" et signée par Gheorghe Zamfirescu, chef de la section I (renseignement), général État-major de l'armée

roumaine et ses hommes - le colonel Comișel Pantelimon et le colonel Valeriu Selescu, il a été déclaré :

« Nous avons, à nous 3, réalisé les activités suivantes :

1. Ajournement conscient et procrastination des ordres catégoriques reçus par la Section I, d'envoyer en Moldavie les 29 divisions de recrutement. Si les recrues du contingent de 1945 étaient en Moldavie le 23 août 1944, toute action militaire contre les Allemands puis dans l'action conjointe roumano-russe à l'Ouest était définitivement impossible. Cette mesure de procrastination a été prise à nos risques et périls, sans l'approbation d'aucun commandant hiérarchique.
2. L'organisation opérationnelle des 29 divisions de recrutement, précisément pour qu'elles puissent répondre à d'éventuelles opérations dans le but politique visé. Sans cette mesure, en conjonction avec ce qui précède, le désarmement, la capture et l'expulsion des unités allemandes et les opérations conjointes avec l'Armée rouge auraient été impossibles.
3. Les trois personnes obtinrent des personnes qui avaient agi le 23 août 1944 des documents contenant :
 - la disposition de nos troupes sur tout le territoire du pays, avec l'indication des interventions possibles pour empêcher l'action éventuelle des troupes allemandes ;
 - la disposition des troupes allemandes avec l'indication de leur potentiel de combat (Documents disponibles au Palais Royal). Les officiers ont fait tout ce qu'ils pouvaient avec tous les risques qui pouvaient en découler, sachant qu'ils agissaient pour notre Patrie et pour le Roi.
4. Toujours à l'initiative des 3, l'action d'informer les organes d'Eugen Cristescu a été paralysée, en engageant le lt-col. Traian Borcescu et M. Mihai (Gh., arrêté), les personnes qui travaillaient dans ce secteur (et ce avec 4 semaines avant le 23 août 1944). Si ces corps n'étaient pas utilisés dans le but de brouiller l'action de la police secrète allemande, il ne pourrait y avoir aucun élément d'action politique et militaire le 23 août 1944, car nous avons appris plus tard que 15.000 personnes figuraient sur la liste secrète de la police allemande pour qu'à la première information ils soient arrêtés et, bien sûr, réprimés. Cependant, cette information n'est pas arrivée, car par des engagements personnels, je le répète, l'action de cette Police a été paralysée.
5. Ces 3 officiers ont gardé dans leur action le lien continu, pour l'acte du 23 août, avec les généraux [Vasiliu] Rășcanu, [Aurel] Aldea, [Gheorghe] Potopeanu, [Dumitru] Dămăceanu (à qui tous ont été remis les documents aux points 3) et colonel adj. Ionescu Emilian [assistant royal].
6. Je mentionne le cas du colonel Valeriu Selescu, l'un des 3 officiers, qui en plus de ceux indiqués aux points 1-5 a été envoyé dans la nuit du 23 au 24 août au Palais Royal, par le général Constantin Sănătescu, pour accompagner le général allemand Alfred Gerstenberg à Otopeni, ce dernier avait donné sa parole d'honneur qu'il ordonnerait le retrait de ses troupes. Au lieu de cela, il a ordonné une attaque sur Bucarest, faisant prisonnier l'officier

roumain, qui a été détenu par les Allemands pendant 5 jours sous la pression de la répression et toujours dans la zone de tir de l'artillerie puis des mitrailleuses de nos troupes.

En conclusion, je répète que l'action du 23 août des 3 officiers, bien qu'anonyme, a été déterminée par le succès de cet acte et que j'ai rédigé ces notes, d'une part, pour la complétion historique des faits et, d'autre part, pour ma conscience pour les camarades qui m'ont aidé dans cette action et - même pour moi personnellement. / [Signé] Le chef de la section I, le colonel Gh. Zamfirescu² » (Aparaschivei 2021)

Certains de ces soldats (gl. Aldea, gl. Mitre, gl. Curta (conseiller intime de Iuliu Maniu) en charge de la résistance armée en Transylvanie, gl. Coroamă, gl. Teodorini Corneliu, gl. Constantin Sănătescu, gl. Niculescu (Cociu), ancien commandant militaire de la capitale, gl. Gh. Mihail, gl. Cameniță, gl. Mociulschi, gl. Georgescu Constantin, gl. I. Constantinescu, gl. Marcel Oltean, gl. Emilian Ionescu, gl. Bărdan, gl. Nicolae Rădescu) forme, immédiatement après le 23 août 1944, le « Groupe de résistance de l'armée »³, dans le but (considéré par le NKVD) de « servir les causes des Anglo-Américains au détriment de l'URSS et à contre-courant [du régime communiste⁴]. (Aparaschivei 2021)

Le Maréchal n'a pas été jugé lors des procès de Nuremberg. Lors du procès du tribunal populaire de Bucarest, le Maréchal a refusé de signer la demande de grâce, étant condamné à mort et exécuté le 1er juin 1946, près de la prison de Jilava (Ciobanu 1991) (Ionnițiu 1993).

Bibliographie

- Aparaschivei, Sorin. 2021. « 23 august 1944 - O afacere exclusiv militară ». 2021. <https://www.historia.ro/sectiune/general/articol/23-august-1944-o-afacere-exclusiv-militara>.
- Axworthy, Mark, Cornel I. Scafes, et Cristian Crăciunoiu. 1995. *Third Axis, Fourth Ally: Romanian Armed Forces in the European War, 1941-1945*. Hailer Publishing.
- Ceaușescu, Ilie, Florin Constantiniu, et Mihail E. Ionescu. 1985. *A Turning Point in World War II: 23 August 1944 in Romania*. East European Monographs.
- Ciobanu, Mircea. 1991. *Convorbiri cu Mihai I al României*. Humanitas.
- Constantinescu-Iasi, P. 1968. « L'insurrection d'Aout 1944 ». *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* 18 (70): 39-55. <https://www.jstor.org/stable/25730186>.

² ASRI Fond P (criminel), Dossier no. 25374, vol. 36, onglet 302 : Déclaration de Gheorghe Zamfirescu, chef de la section I (Information), état-major général de l'armée roumaine, intitulée : Contributions anonymes à l'acte du 23 août 1944, signée le : 21 mars 1945.

³ N° de dossier ASRI 8171, vol. Si. 688, Note informative, 10 octobre 1945.

⁴ Idem.

- Deletant, D. 2006. *Hitler's Forgotten Ally: Ion Antonescu and His Regime, Romania 1940-1944*. Springer.
- Deletant, Dennis. 1999. *Communist Terror in Romania: Gheorghiu-Dej and the Police State, 1948-1965*. C. Hurst & Co. Publishers.
- . 2016. *British Clandestine Activities in Romania during the Second World War*. Springer.
- Erickson, John. 2015. *The Road To Berlin*. Hachette UK.
- Europa Liberă. 2021. « 23 August 1944 - Mărturia-document a Regelui Mihai ». *Europa Liberă România*, 2021, sect. Politică. <https://romania.europalibera.org/a/august-1944-mărturia-regelui-mihai/31420740.html>.
- Hitchins, Keith. 1994. « România. 1866–1947 ». *Humanitas*. 1994. <https://humanitas.ro/humanitas/carte/rom%C3%A2nia-1866%E2%80%931947>.
- Ionnițiu, Mircea. 1993. *Amintiri și reflecțiuni*. Editura Enciclopedică.
- Nagy-Talavera, Nicholas M. 1970. *The Green Shirts and the Others: A History of Fascism in Hungary and Rumania*. Hoover Institution Press, Stanford University.
- Porter, Ivor. 2005. *Michael of Romania: The King and the Country*. Sutton.
- Sănătescu, Constantin. 2006. *Jurnalul generalului Sănătescu*. Humanitas.